

# LE MONDE ENTIER EST UNE GRANDE ENTREPRISE ...

... qui asservit financièrement les ignorants.

## Qu'est-ce qu'une entreprise?

Un morceau de papier, un document contrôlé par des personnes. Une entreprise ne vit pas, elle ne respire pas, elle ne peut pas mourir, elle ne connaît pas d'émotions, mais elle continue de se développer car le but d'une entreprise est de générer un profit maximum et de grandir.

Une entreprise est une fiction (fiction). Une fiction est la proposition juridique qui traite un fait qui n'existe pas réellement comme existant. Toute loi est aussi une fiction.

## Le «Securities Exchange Act» de 1933 LA LOI DE 1933 SUR LA COMPENSATION DES VALEURS MOBILIÈRES.

Il n'y a pas d '«institutions publiques», il n'y a pas de «pays»; pas d '«États», pas de «municipalités», pas de «villes»,.... il n'y a **que des** entreprises, les pays sont des entreprises, les gouvernements sont des entreprises, les autorités, les municipalités, les villes sont des entreprises et finalement aussi les «citoyens» dont les actes de naissance sont négociés en bourse. Tout est commerce.

Depuis 1933, toutes les nations et tous les États sont enregistrés en tant que sociétés ou sociétés dans l'État du Delaware et sont tous régis par le même droit commercial, l'UCC.

Plus d'informations sur les *sociétés enregistrées* ci-dessous dans l'article.

*Les valeurs mobilières sont des documents qui représentent simplement un intérêt ou*

*un droit sur autre chose; ils ne sont pas consommés ou utilisés de la même manière que les biens de consommation traditionnels. Source:*

<http://legal-dictionary.thefreedictionary.com/Securities+Act+of+1933>

Les valeurs mobilières sont des documents qui représentent simplement un intérêt ou un droit à autre chose; ils ne sont pas consommés ou utilisés de la même manière que les biens de consommation traditionnels.

*La loi de 1933 interdit les offres de vente ou d'achat avant le dépôt de l'enregistrement . Source: <http://legal-dictionary.thefreedictionary.com/Securities+Act+of+1933>*

La loi de 1933 interdit les offres de vente ou d'achat avant la soumission de l'enregistrement.

***Uniform Commercial Code (UCC)**, est une collection privée de lois commerciales, financières et transactionnelles présentée pour la première fois sous forme de projet par l'American Law Institute en 1943 avec sa première publication officielle en 1952. Son développement en cours est maintenant administré par la Conférence nationale des commissaires sur les lois uniformes des États (NCCUSL) et a maintenant été promulguée dans les 50 États des États-Unis ainsi que dans le district de Columbia, le Commonwealth de Porto Rico, Guam et les îles Vierges américaines. Comme toutes les nations et tous les états sont enregistrés dans l'état du Delaware par le système SEC de 1933, l'UCC s'applique à toutes les nations et à leurs «employés» lorsqu'ils sont traités comme des sociétés et des «navires» commerciaux enregistrés*

Source: [http://globe-union-court.org/info\\_law\\_trust/trusts\\_ucc.htm](http://globe-union-court.org/info_law_trust/trusts_ucc.htm)

Le Uniform Commercial Code (UCC) est un recueil privé de lois commerciales, financières et transactionnelles rédigées pour la première fois par l'American Law Institute en 1943 et officiellement publiées pour la première fois en 1952. Son développement en cours est maintenant administré par la Conférence nationale des commissaires sur les lois uniformes des États (NCCUSL) et est maintenant adopté dans les 50 États des États-Unis, y compris le district de Columbia, le Commonwealth de Porto Rico, Guam et les îles Vierges américaines. Étant donné que toutes les nations et tous les États de l'État du Delaware sont enregistrés par le système SEC de 1933, l'UCC s'applique à toutes les nations et à leurs «employés» s'ils sont enregistrés en tant que société ou «navire» commercial.

L'UCC est protégé par les droits d'auteur d'Unidroit, une filiale du Vatican.

Le système SEC est la US Securities and Exchange Commission. Les pays sont enregistrés sous le [code SIC 8888](#) (gouvernements étrangers) et vous pouvez y trouver la [Banque européenne d'investissement](#) en tant que «gouvernement étranger» . L'Europe est-elle dirigée par une banque? La BEI a été fondée en 1958 et les États membres de l'UE sont propriétaires de la banque. La BEI s'est inscrite [dans le système SEC](#) le [26 février 2002](#) . Jusqu'à présent, 2 x «titres» ont été enregistrés.

The Securities Exchange Act 1933 - pdf - texte intégral en anglais:

<https://www.sec.gov/about/laws/sa33.pdf>

### **Pays en faillite 1930**

En mai 1930, les pays du G5 se déclarèrent en faillite internationale au moyen d'un traité conjoint. (Partie des Conventions de Genève 1928-1932). Après cela, l'or et l'argent ont été confisqués et les gens n'ont pas été autorisés à en posséder à titre privé (décret 6102).

Depuis 1933, de l'argent neuf a dû être emprunté pour exister, et depuis lors, les certificats de naissance et de mariage ont été utilisés comme garantie pour les prêts et obligations de la Réserve fédérale. Nos certificats de naissance sont des garanties et ils sont négociés en bourse. Les gens sont des ressources pour le gouvernement, et les certificats de naissance vont au FMI, le Fonds monétaire international à Bruxelles. Les gouvernements garantissent leurs dettes internationales en hypothéquant les personnes et leurs biens. Plus vous avez de garanties, plus vous pouvez emprunter d'argent. Cependant, ils ne vous disent pas qu'ils vous hypothéquent et contractent une dette envers un tiers dont vous devriez être responsable.

Source: <http://macquirelatory.com/Birth%20Certificate%20Truth.htm>

## Le FMI - Fonds monétaire international

En fait, le FMI est une institution créée par les États-Unis (1944), contrôlée par eux et adaptée uniquement à ses intérêts, avec laquelle la superpuissance voulait assurer non seulement la domination militaire mais aussi économique du monde », déclare avec justesse l'auteur Ernst Wolff. dans son ouvrage [World Power IMF - Chronicle of a Robbery](#) .

Source: <https://marbec14.wordpress.com/2015/04/07/iwf-leichen-pflastern-seinen-weg/>

Après tout, seuls les pays qui ont rejoint le FMI sont considérés comme solvables par les banques commerciales mondiales. Si vous voulez participer à des événements financiers internationaux et ne pas vivre une existence économiquement isolée, vous ne pouvez pas éviter le FMI, avec toutes ses conditions de bâillonnement. Une interprétation serait «manger ou mourir», mais peut-être «manger et mourir» serait mieux, comme le montre certains des pays dans lesquels le FMI a «gouverné».

Source: <https://marbec14.wordpress.com/2015/04/07/iwf-leichen-pflastern-seinen-weg/>

Alors que les Grecs ont subi des épreuves indicibles ces dernières années, le Fonds monétaire international (FMI) a réalisé un bénéfice de 2,5 milliards d'euros pour la Grèce depuis 2010, selon l'organisation non gouvernementale britannique *Jubilee Debt Campaign* . Si la Grèce rembourse intégralement les prêts, le bénéfice pour le FMI serait d'environ 4,3 milliards d'euros d'ici 2024.

Source:

<https://marbec14.wordpress.com/2015/04/15/iwf-bereichert-sich-an-griechischer-notlage/>

Tout l'argent créé par le crédit est de l'argent privé, émis par des banques privées (entreprises) telles que la FED, la Banque mondiale, le FMI (Fonds monétaire international) et la BRI (Banque des règlements internationaux). Et seul le montant «emprunté» est créé en tant que prêt, les intérêts qui sont remboursés sur celui-ci ne sont pas créés, pour lesquels un prêt doit ensuite être contracté à nouveau. (Le sou tombe-t-il?)

## Plusieurs articles sur la dictature financière du FMI:

<https://marbec14.wordpress.com/category/iwf-finanzdiktatur> / La BIZ / BIS (Banque des règlements internationaux)

### Canon 2047 ( [lien](#) )

En 1931, le culte romain de la mort, également connu sous le nom de Vatican, a créé la Banque des règlements internationaux pour le contrôle des propriétés revendiquées par les banques centrales privées associées à travers le monde. Suite à la faillite délibérée de la plupart des pays, les banques centrales privées ont été installées en tant qu'administrateurs et le système mondial Cestui Que Vie / Foreign Situs Trust a été mis en œuvre à partir de 1933. Source: [http://one-heaven.org/canons/positive\\_law/article/100.html#2047](http://one-heaven.org/canons/positive_law/article/100.html#2047)

En 1931, le culte romain des morts, également connu sous le nom de Vatican, a créé la Banque des règlements internationaux pour contrôler la propriété revendiquée par les banques centrales privées associées dans le monde entier. À la suite de la faillite délibérée de la plupart des pays, des banques centrales privées ont été installées en tant qu'administrateurs et le système de fiducie mondial Cestui Que Vie / Situs étranger a été introduit à partir de 1933.

## CERTIFICAT DE NAISSANCE ET FIDUCIE

Un **certificat d'établissement**, également connu sous le nom de «certificat de naissance» depuis 1837, est un document officiel délivré aux pauvres dûment enregistrés (pauvres) leur accordant certains droits fondamentaux et le droit à des prestations en échange de la reconnaissance de leur statut de propriété et les esclaves légitimes, également connus sous le nom de serviteurs et obligations identifiés. Une «colonie» équivaut donc à une plantation volontaire d'esclaves. Source: [http://globe-union-court.org/info\\_law\\_trust/trusts\\_birth\\_certificates.htm](http://globe-union-court.org/info_law_trust/trusts_birth_certificates.htm)

Un acte de règlement (certificat), également connu sous le nom d'acte de naissance (certificat) depuis 1837, est un document officiel délivré pour enregistrer légalement les pauvres (bénéficiaires de l'aumône) et leur accorder certains droits fondamentaux et droits à des prestations en échange de la reconnaissance de leur statut comme "Propriété" et esclaves légitimes, également appelés serviteurs et serfs. Un «établissement» correspond donc à une plantation volontaire d'esclaves.

Un certificat est un «titre de papier» - Dictionnaire des termes bancaires de Barron Les

certificats de naissance et de mariage sont une forme de titres appelés «récépissé d'entrepôt». Choses qui doivent être sur un récépissé d'entrepôt selon §7-202 du CDU:

- L'emplacement de l'entrepôt où les marchandises sont stockées ... (résidence)
- La date d'émission du récépissé ... (date d'émission)
- le numéro de série du récépissé (recto ou verso du certificat)
- une description des marchandises ou colis qu'ils contiennent ... (nom, sexe, date de naissance, etc.)
- la signature du responsable de l'entrepôt, qui peut être faite par un mandataire ... (secrétaire communautaire, registraire)

### **Blacks Law Dictionary - 7 édition:**

Reçus d'entrepôt "Un récépissé d'entrepôt, qui est considéré comme un document de disposition, peut être un instrument négociable et est souvent utilisé pour le financement avec l'inventaire comme garantie."

Source: <http://privatis.me/images/doc/bc/Structure.of.the.Birth.Certificate.pdf>

plus d'informations: <http://privatis.me/images/doc/bc/What.Is.A.Birth.Certificate.pdf> <http://privatis.me/images/doc/bc/The.Birth.Certificate.Scam.pdf>

Le *Cestui Que Vie Trust Act* de 1666 stipule qu'un trust sera créé pour les personnes qui sont perdues en mer et qui doivent se présenter dans un délai de 7 ans et prouver qu'elles ne sont pas mortes. Cependant, il ne s'agit pas seulement de ceux qui sont portés disparus en mer, mais de tous. Le droit de la mer (amirauté ou droit maritime) s'applique partout dans le monde. Et partout dans le monde, les gens sont considérés comme «morts» par le système. Plus d'informations dans la vidéo.

Le Cestui Que Trust est créé par le gouvernement lorsque la naissance d'un bébé est enregistrée. Ainsi, les nouveau-nés deviennent une fiction légale, une personne morale ou une entreprise à laquelle on peut imposer ses lois (qui ne sont en fait que des statuts d'entreprise), puisque la fiction enregistrée appartient au gouvernement de l'entreprise et a donc le contrôle et l'autorité. À propos, **tout ce** qui est enregistré appartient **au**

gouvernement, les voitures, les maisons, ... et tant que le propriétaire vit sa vie d'esclave sans protester contre le système, et paie ses impôts pour l'utilisation de la «propriété», il peut continuer à vivre dans l'illusion qu'il lui appartient.

## Citoyens, personnes et personnes

La définition d'un «**citoyen**», selon le Black's Law Dictionary, est une personne qui jure allégeance à l'État en échange d'avantages et de privilèges. Un citoyen abandonne tous ses droits à l'État, en échange de quelques avantages et privilèges déguisés en droits.

Le terme «**personne**» est un nom légal pour une entreprise. Les personnes morales ne sont que des documents, des morceaux de papier et non des personnes en chair et en os.

«Personne» vient du mot «persona».

1175-1225; Anglais moyen: persone <rôle de personnage latin (dans la vie, un jeu ou une histoire) (latin tardif: membre de la Trinité), orig. **Masque de l'acteur** <Etruscanphersu (<Grec prós? Pa visage, masque) + -un suffixe.

1175-1225; Anglais moyen persone <Latin persona role (in life, a play, or atale) (Late Latin: member of the Trinity), orig. masque

d'acteur <Etruscanphersu (<visage grec prés? pa, masque) + -n a suffixe Source: <http://dictionary.reference.com/browse/person>

## Et que dit le Vatican?

Le droit canonique de l'Église prévaut sur toute autre forme de droit et la Curie romaine sur tous les autres tribunaux.

En savoir plus sur les lois et règlements [ci-dessous](#)

## CHAPITRE 1 LA POSITION JURIDIQUE DES PERSONNES PHYSIQUES

Peut. 96 - Par le baptême, l'homme est incorporé dans l'Église du Christ et y devient personne (!) Avec les devoirs et les droits propres aux chrétiens, compte tenu de leur position respective, dans la mesure où ils sont dans la communauté ecclésiale et sinon on viole une sanction légalement imposée.

Source: Extrait de la p. 28 en PDF (DE) Le Codex de droit canonique [http://www.documenta-catholica.eu/d\\_1983-01-25-%20Codex%20Iuris%20Canonici%20-%20GE.pdf](http://www.documenta-catholica.eu/d_1983-01-25-%20Codex%20Iuris%20Canonici%20-%20GE.pdf)

Une personne ne devient une personne qu'avec le baptême. Et une «personne» a des droits et des devoirs, des droits qui lui sont accordés par une autorité extérieure et qui, bien sûr, peuvent être retirés à nouveau. Mais une personne a des droits humains inaliénables. Personne n'a autorité sur une autre personne, tous les gens sont égaux. **Joe Kreissl - Freeman Austria** extrait de son article «La déclaration légale de échec et mat par la moralité intellectuelle»

télécharger le pdf

<http://www.welcometofreedom.at/wp-content/uploads/Die-juristische-Erkl%C3%A4rung-des-Schachmatt->

à travers la moralité-spirituelle-Joe-Kreissl1.pdf

**Une personne** est quelqu'un qui peut supporter des droits et des obligations. L'homme est une personne physique depuis l'accomplissement de sa naissance jusqu'à sa mort ». (Def. 'Personne' p. 309) Mais cela signifie-t-il aussi que l'être humain est une personne physique, ou est-ce que l'équation n'est vraie que dans une seule direction 'de la personne à l'homme ...'?

«L' **homme** est l'être vivant doté de la compréhension et de la capacité de parler de sa naissance à sa mort. L'être humain est au centre de la loi qu'il a conçue. Il a certains droits fondamentaux vis-à-vis de l'État ». (Déf. 'Humain' p. 273)

Ce qui est remarquable dans cette définition, c'est que, d'une part, l'être humain n'est pas une personne, mais plutôt un " être vivant " et est clairement défini légalement non pas dans l'État, mais se tient plutôt à l'opposé de l'État. Ce n'est qu'alors qu'il peut avoir des droits «vis-à-vis» de l'État. Seule l'appartenance à l'État déclenche sa relation avec la loi

## Traite des êtres humains et Agenda 21

Brian Shaw décrit l'acte de négociation par les gouvernements sur les bourses de certificats de naissance comme de la traite des êtres humains. L'une des raisons pour lesquelles il a intenté une action en justice en Australie en 2013 était la suivante.

Brian Shaw écrit au point 1. sur son site Web:

<http://elijahschallenge.net/index.php/latest-news/entry/trading-birth-certificates>

*Chaque certificat de naissance dans les 72 heures suivant une naissance vivante est converti en «Bond» avec un montant d'argent de départ calculé et ensuite négocié sur les marchés boursiers mondiaux, à l'insu et sans le consentement de la personne nommée sur le certificat de naissance. Il s'agit de la traite des êtres humains menée par des personnes au sein de la structure gouvernementale.*

Chaque certificat de naissance est converti en «caution» dans les 72 heures suivant une naissance vivante, avec un montant de départ calculé [en fonction de la classe sociale dans laquelle vous êtes né et du montant des impôts que vous paierez dans votre vie], puis échangé sur le monde échange, à l'insu ou sans le consentement de la personne dont le nom figure sur le certificat de naissance. Il s'agit de la traite des êtres humains menée par des personnes au sein de la structure gouvernementale.

Cette approche ne se limite pas à un seul pays, c'est un système mondial. Le Vatican est au sommet du système et gère les trusts à l'aide de numéros de sécurité sociale.

Point 3:

*Le 24 septembre 1999, tous les gouvernements du monde, y compris l'Australie, ont reçu l'ordre de soumettre leur gouvernement, leur peuple et leurs ressources au gouvernement du monde central, l'Organisation des Nations Unies située sur l'île de Manhattan à New York aux États-Unis d'Amérique .*

Le 24 septembre 1999, tous les gouvernements du monde, y compris l'Australie, ont reçu l'ordre de soumettre leur personnel et leurs ressources au gouvernement central mondial, les Nations Unies, situé à Manhattan à New York, aux États-Unis d'Amérique.

Tout comme lors de la création de la Communauté économique européenne, où les pays membres ont dû renoncer à une partie de leur souveraineté, c'est ici dans le monde entier. Les pays abandonnent leur souveraineté au profit des Nations Unies, qui n'est rien d'autre qu'un gouvernement central mondial.

Point 13:

Ce programme des Nations Unies de rassemblement de toutes les nations est provoqué par **Action 21** et en tant que tel, tous les conseils au sein de l'Australie se sont soumis et sont d'accord avec **Action 21** , mais doivent cacher le fait réel à tous les Australiens.

Ce programme des Nations Unies consistant à rassembler toutes les nations est provoqué par l'Agenda 21 et, en tant que tel, tous les conseils d'Australie ont soumis et accepté l'Agenda 21, mais doivent cacher ce fait réel à tous les Australiens.

### Point 15:

L' **Agenda 21 des Nations Unies** comporte deux branches distinctes. A. Abolitions de toute propriété privée.  
B. Développement durable.

Sous le second bras, ce qui est caché, c'est que «Durable» signifie combien de personnes nous, «les Nations Unies», avons l'intention de soutenir dans notre programme mondial. La population mondiale actuelle est d'environ 7 milliards de personnes, dont la plupart seront éliminées pour permettre la «DURABILITÉ».

L' **Agenda 21 des Nations Unies** a deux branches différentes.

A. Abolition de toute propriété privée.  
B. Développement durable

Dans le deuxième volet qui est caché, c'est que «Durabilité» signifie combien de personnes nous avons l'intention de maintenir «Les Nations Unies» dans notre programme mondial. La population mondiale actuelle est d'environ 7 milliards de personnes, dont la plupart sont éliminées pour permettre la «DURABILITÉ».

Tout ce que nous avons à faire est d'ouvrir les yeux pour voir ce qui se passe et quel en est le résultat.

## LOIS ET DROIT

Comme mentionné précédemment, le droit canonique de l'Église prévaut sur toute autre forme de droit, et la curie romaine prévaut sur tous les autres tribunaux. Toutes les entreprises (États, pays, gouvernements, autorités publiques) sont des entités commerciales (fictions) établies et fonctionnant conformément à la «loi» émise par la Curie romaine. Ces organes sont tous sous la responsabilité de la Curie romaine, sans exception.

Le cours «Droit canonique pour les avocats» est proposé à l'Université de Vienne.

«De manière transversale, la loi religieuse de l'État est liée à presque tous les domaines du droit. En raison du droit constitutionnellement garanti des communautés religieuses à l'autodétermination, il arrive souvent que le droit ecclésiastique soit respecté.

**Vous êtes donc confronté à des questions de loi de l'Église plus souvent que vous ne le pensez .**

Em. O. Univ.-Prof.

**Dr. Richard Potz**

**Source: pdf - Droit canonique pour les avocats**

**La loi positive** ou **loi statutaire** est la « loi humaine ». [1] superpositive ou **loi naturelle** . [2] explique clairement que le droit positif est le droit à l'homme *créé* , alors que les droits naturels de l'homme seulement *découverts* le sont.

Le terme est utilisé spécifiquement dans la **jurisprudence** et la **philosophie juridique** .

L'expression allemande est une traduction empruntée du latin *ius positivum* . «Positif» (du latin *ponere* «to set», *positum* «set») signifie en particulier «est né par la législation» ou «est né de la juridiction».

Le droit positif n'est pas seulement des lois parlementaires formelles, mais aussi la common **law** et le **droit judiciaire** [3] - s'il est reconnu comme une **source juridique** . Source: [http://en.wikipedia.org/wiki/Canon\\_law](http://en.wikipedia.org/wiki/Canon_law)

Le droit trop positif enfreint le droit positif. La plus grande loi enfreint la plus petite. «Lex superior derogat legi inferiori».

Le terme opposé est loi

Peu importe ce que vous appelez les lois artificielles, c'est une fiction.

## SOCIÉTÉS ENREGISTRÉES

Afin que le commerce puisse être effectué au plus haut niveau international, chaque entreprise dispose d'un numéro de taxe de vente et est enregistrée dans le commerce international auprès de Dun & Brandstreet (D&B) <https://www.upik.de/> avec un numéro DUNS. Les numéros de code DUNS sont attribués aux sociétés aux fins de leur notation de crédit. Le numéro sert de système d'identification unique, uniforme et intersociétés. Ce code numérique est utilisé par la Commission européenne, les Nations Unies, le gouvernement américain, ainsi que par l'industrie comme l'industrie automobile.

**DUNS** est l'abréviation de *Data Universal Numbering System*, qui a été introduite en 1962 par **Dun & Bradstreet (D&B)**. Le code numérique, désormais reconnu internationalement comme une norme, est utilisé pour identifier de manière unique les entreprises. Seules les personnes commerciales ou entrepreneuriales peuvent recevoir un numéro DUNS.

[Source: http://de.wikipedia.org/wiki/DUNS](http://de.wikipedia.org/wiki/DUNS)

### Qu'est-ce que le numéro D&B DUNS®?

Le numéro D&B DUNS® (Data Universal Numbering System) est une clé numérique à 9 chiffres «non parlante» pour l'identification mondiale et unique des entreprises. Il a été introduit par D&B en 1962 et est aujourd'hui la clé des données de plus de 120 millions d'entreprises dans le monde. (État: 4/2013)

[Source: http://www.upik.de](http://www.upik.de)

Bien sûr, maintenant que les gouvernements sont des entreprises, cela change la relation entre le gouvernement et son peuple. Le gouvernement n'agit pas en tant que serviteur du peuple, mais en tant que serviteur des actionnaires privés de l'entreprise. Tout le but d'une entreprise est de générer un profit maximum pour ses actionnaires.

### Voici quelques entreprises avec des numéros DUNS à titre d'exemple

(www.upik.de) Numéro DUNS® des

Nations Unies (UN) 824777304 Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Numéro DUNS® 793511262

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) Numéro DUNS® 053317819 Numéro DUNS® de l'

Organisation mondiale de la Santé (OMS) des Nations Unies 618736326 Commission européenne Numéro DUNS® 330069399 Banque centrale européenne (BCE) Numéro DUNS® 331487785 Parlement européen Numéro DUNS® 400738472

Banque européenne d'investissement - Banque européenne d'investissement (BEI) Numéro DUNS® 377353540

Parlement européen, Division Gestion Technique des Bâtiments Numéro DUNS® 400778643

BRD République fédérale d'Allemagne - Bureau du président fédéral - Bundestag allemand - etc

<http://de.scribd.com/doc/142632231/Bebeispiel-Unternehmen-BRD-pdf>

## **Gouvernement et ministères au Luxembourg**

Gouvernement du Luxembourg Numéro DUNS® 400539508 Centre de Communication du Gouvernement Numéro DUNS® 400963666 Administration des Contributions Directes Numéro ACD DUNS® 400104928 Administration de l'Enregistrement et des Domaines Numéro DUNS® 400747887 Centre commun de la Sécurité Sociale Etabl. Numéro DUNS® public 400040205 Administration des Douanes et Accises Numéro DUNS® 400036013

Police Grand-Ducale (Direction Générale) Etabl. Numéro DUNS® public 400938981 Armée Luxembourgeoise ET.D'UTIL.PUB Numéro DUNS® 400129198 Numéro du ministère d'État DUNS® 370127299 Numéro du ministère de la Fonction publique Numéro DUNS® 400933222 Numéro du ministère de la Justice DUNS® 370127301

Ministère des Travaux Publics Numéro DUNS® 400148103 les communes sont également toutes représentées et ont un numéro de TVA

Alors que nos gouvernements permettent à leur peuple d'être trahi, ils doivent jouer un rôle dans la corruption et la criminalité. Encore une fois, les entreprises ne sont que des documents, des morceaux de papier, ce sont toujours des gens qui agissent. Et certains consacrent entièrement leur vie à l'entreprise pour des salaires et des privilèges princiers, mettant fin au bon sens, exploitant impitoyablement leurs semblables et aidant ainsi les entreprises à les asservir.

Les liens entre les gouvernements, les banques et les institutions peuvent être décrits comme le plus grand syndicat du crime organisé au monde. Ils sont eux-mêmes immunisés contre leurs lois créées, celles-ci ne s'appliquent qu'à leurs «esclaves».

### **Les entreprises ne peuvent pas imposer leurs lois aux personnes**

Étant donné que les gouvernements sont des sociétés enregistrées, toutes les «lois» créées par eux ne sont que des statuts d'entreprise et s'appliquent uniquement à ceux qui travaillent pour l'entreprise.

De même que les règlements internes de toute chaîne de restauration rapide ne peuvent pas vous être imposés si vous n'y travaillez pas.

Les gouvernements, cependant, ont mis au point un peu plus intelligemment et ont délivré une carte d'identité à chaque «citoyen». Comme son nom l'indique: une carte d'identité pour le personnel. Quiconque s'identifie désormais à la personne morale (entreprise appartenant au gouvernement) sur la carte d'identité, accepte la juridiction de l'entreprise et doit se soumettre aux règles.

Cependant, les lois ne protègent que les entreprises et non les intérêts des personnes. Les entreprises continuent de se développer et de dévorer de manière irresponsable les ressources de la terre au profit de quelques-uns.

### **Encore une fois Joe Kreissl:**

Le "homme libre", c'est-à-dire la personne qui a abandonné le droit positif, a cessé de "s'identifier". Au lieu de cela, il s'AUTHENTIFIE. D'abord par «la compréhension et la capacité de

parler», ensuite par son engagement envers la moralité spirituelle. Et une personne qui est attachée à la bonté et à la conscience n'est plus une menace pour quelque chose ou quelqu'un pour cette seule raison. C'est pourquoi la nécessité constitutionnelle de toute protection de quelque chose ou de quelqu'un contre l'être spirituel et moral est annulée. Le Freeman est soumis à une «loi» plus élevée que le positif. Ici, je vous rappelle le principe juridique «Lex superior derogat legi inferiori», qui

stipule que «la loi supérieure enfreint la loi inférieure». **Le droit trop positif enfreint le droit positif.** C'est facile à prouver. Cela fonctionne et l'est toujours même s'il était interdit en vertu du droit positif sous peine de sanction. **La loi trop positive est absolue et prime sur les êtres humains ainsi que sur tous les êtres. Il est. POUR TOUJOURS. La loi positive créée par l'homme n'est pas, elle S'APPLIQUE simplement.** La «norme de base» elle-même est déjà «fiction». À lire dans Hans Kelsen, Théorie générale des normes, 1979, p. 206 s., Ou dans les écrits d'Alfred Verdross-Droßberg.

Source: <http://www.welcometofreedom.at/wp-content/uploads/Die-juristische-Erkl%C3%A4rung-des-Schachmatt-durch-geistige-Sittlichkeit-Joe-Kreissl1.pdf>

## LES VRAIS EXTRACTEURS

Ce ne sont pas les marionnettes politiques que nous voyons aux nouvelles du soir qui dirigent le sort de cette planète. Les marionnettes politiques n'exécutent que les ordres qu'elles reçoivent des agents de l'EL-iten. Ils ont juste vendu leurs âmes, mais c'est leur problème.

Les vrais puissants, les EL -ites, n'apparaissent pas en public, mais agissent hors de l'arrière-plan, à travers leurs agents qui les ont positionnés dans tous les domaines de la vie et à travers les médias, qui trompent et manipulent les masses quant à l'endroit où les tireurs. veulent l'humanité. Les marionnettistes créent constamment des situations qui provoquent la peur et le choc chez beaucoup de gens pour qu'ils demandent ensuite une solution. La

«solution» est un contrôle supplémentaire et donc le pouvoir de mener à bien leurs programmes. Et les solutions coûtent toujours beaucoup «d'argent», de sorte que le peuple finit par financer son propre État de surveillance, vendu par les gouvernements sous couvert de «protection contre le terrorisme» et de «lutte pour la liberté et la démocratie».

L'empire qui tire le pouvoir est composé de trois cités-États qui contrôlent la planète: la ville de Londres, le Vatican et Washington DC. Ce sont des États souverains, ils n'appartiennent pas aux pays dans lesquels ils sont situés. Le [drapeau de Washington](#) a 3 étoiles rouges, une pour chaque État de l'empire. La constitution de Washington (et non des États-Unis) fonctionne sous la loi romaine connue sous le nom de Lex Fori. Washington DC est le centre militaire de l'empire.

Tous les trois sont liés par la franc-maçonnerie. Chaque État a son obélisque, qui est un symbole des francs-maçons. Les obélisques sont appelés les rayons du soleil en égyptien. Les obélisques sont symboliques du dieu soleil Ra et de l'énergie masculine (phallus). Les obélisques de Londres (1878) et du Vatican (1586) ont tous deux été déplacés d'Égypte vers leurs emplacements actuels. Les débuts de l'empire remontent à l'époque babylonienne.

Aucun des États ne paie d'impôts, ils ont leurs propres tribunaux, lois, drapeaux et police privée.

Il y a 13 familles qui contrôlent les banques centrales du monde entier et impriment de la monnaie, accordent des prêts contre intérêts, afin que la dette nationale ne diminue jamais. Des crises économiques et des crises pétrolières sont générées ainsi que le printemps arabe, occuper Wall Street, les guerres et la terreur. Les EL-iten ont sous leur aile diverses sociétés et groupes d'entreprises à travers le monde. Vous contrôlez les tribunaux; Les juges et les avocats agissent en tant que franchisés pour l'Association du Barreau de la ville de Londres. Chaque pays qui a un tribunal a toujours des avocats / juges / gouvernements qui sont membres du BAR.

Ils dirigent le FMI, la Banque mondiale, la Banque du Vatican (via la filiale italienne de NM Rothschild & Sons à Londres Torlonia), la BCE, la Réserve fédérale, la Banque des règlements internationaux

(BRI), l'Union européenne, les Nations Unies et les gouvernements .

Chaque pays qui est ENREGISTRÉ par l'ONU, les Nations Unies, appartient à la COURONNE, ils ont tous le statut de sociétés. Comme vu précédemment, certains sont enregistrés sous le [code SIC 8888](#) des gouvernements étrangers sur le registre de la SEC à Washington DC. Étant donné que la [Banque européenne d'investissement y est également](#) enregistrée depuis 2002 , la souveraineté des différents pays est apparemment révolue depuis longtemps. Le fait que les nouveaux billets EURO ne comportent plus de désignation individuelle de pays dans le numéro de série en est la preuve.

Tous les pays enregistrés sont sous la juridiction de la COURONNE. Tous les pays qui enregistrent leurs enfants le font selon les règles de la COURONNE. Enregistré et contrôlé par la COURONNE. TOUT!

La [Fabian Society](#) contrôle également l'UE et des entités comme la BRI, le FMI, le Club de Rome, le Comité des 300, la CIA, le KGB, le M15, l'ASIO, le CFR- Council on Foreign Relations, la Tri-Lateral Commission, le Bilderberg Groupes, la Réserve fédérale, l'IRS, Goldman Sachs, Israël et le lobby israélien, le Vatican, la ville de Londres, Bruxelles, les Nations Unies, le Mossad israélien, Associated Press (AP), ... ils font tous partie de la Fabian Society et contrôler tous les domaines de notre vie, nos ressources et notre alimentation. Leur objectif est une règle totalitaire au niveau mondial, où les gens sont divisés en dirigeants et gouvernés après avoir partiellement dépeuplé le monde. (par exemple, [stérilisation de masse par vaccination](#), Création de [pandémies](#) , création de [guerres et de terreur](#) , ...)

De nombreux traités sont si manipulateurs qu'ils mettent le pouvoir et le contrôle entre quelques mains, comme la Constitution de l'Union européenne, le Patriots Act, les traités relatifs aux droits de l'homme,....

La fortune du Vatican comprend des investissements massifs dans Rothschild en Angleterre, en France et aux États-Unis, des milliards d'actions dans des sociétés pétrolières et d'armement telles que Shell, General Electric, Bethlehem Steel et actionnaire principal de [Pietro Berretta Arms](#) . Le Vatican est le plus grand propriétaire au monde de propriétés privées et de réserves d'or détenues par la Banque d'Angleterre et la Réserve fédérale américaine.

La Réserve fédérale est un système bancaire privé et n'appartient pas à l'Amérique. La fortune s'est accumulée au fil des siècles en taxant les indulgences, et certains papes ont même vendu des sièges au paradis.

Le Pape est le «seul représentant de Dieu sur terre» à la plus haute position de cet empire. Dans ce qui suit, le Motu Proprio du Pape de juillet 2013 est examiné, ainsi que les conséquences qui en résultent pour les violations des droits de l'homme par tous les fonctionnaires qui travaillent pour une institution relevant de la Curie romaine et agissant en vertu du droit romain.

## **LE MOTU PROPRIO DU PAPE**

Ce décret du Pape François est en vigueur depuis le 1er septembre 2013. Un motu proprio (latin: de sa propre motivation, auto-induit) est un décret officiel émis par le Pape personnellement en sa qualité et en sa fonction de souverain pontife suprême et non en sa qualité de dirigeant apostolique et d'enseignant de l'Église universelle.

Pour le dire clairement, un motu proprio est la forme la plus élevée d'un outil juridique (instrument juridique) sur cette planète, selon son origine, son influence et sa structure dans le monde occidendo-romain, il surpasse tout celui des Nations Unies, l'intérieur et le Temple du Milieu, qui pourraient être exposés à la COURONNE ou à tout autre monarque ou chef d'État ou de gouvernement. Pour les membres des Nations Unies, ou les nations reconnues par les États-Unis ou la Grande-Bretagne, il s'agit sans aucun doute de

l'instrument juridique ultime.

Dans le cas du Motu Proprio du 11 juillet 2013, il s'agit d'un instrument en couches aux multiples fonctions.

Dans un premier temps, il peut être interprété légalement comme s'appliquant aux affaires locales de l'administration du Saint-Siège. Dans le second cas, le document fait référence au fait que le Saint-Siège est la pierre angulaire sur laquelle tout le système juridique mondial est construit, par conséquent, toute personne en poste partout dans le monde est soumise à ces restrictions et l'immunité à cet égard ne s'applique plus.

Troisièmement, nous voyons que le Saint-Siège et l'Église universelle se séparent clairement du monde nihiliste de l'EL-ite professionnel, qui se sont révélés criminellement morbides et continuent de le faire jusqu'à ce que quelqu'un qui respecte la loi les arrache au pouvoir. ,

En tout cas, ce document publié par le Pape François est historique à plusieurs niveaux, le plus significatif est qu'il reconnaît la loi la plus importante, la Règle d'Or, comme pouvoir suprême. Tous les gens sont égaux, personne n'est au-dessus des lois.

Le Motu Proprio - version allemande

[http://w2.vatican.va/content/francesco/de/motu\\_proprio/documents/papa-francesco-motu-proprio\\_20130711\\_organ-giudiziari.html](http://w2.vatican.va/content/francesco/de/motu_proprio/documents/papa-francesco-motu-proprio_20130711_organ-giudiziari.html)

[Explications écrites entre parenthèses par Kate of Gaia]

**LETTRE APOSTOLIQUE SOUS FORME DE "MOTU PROPRIO"  
SA SAINTETÉ LE PAPE FRANÇOIS SUR LA COMPÉTENCE DES  
ORGANES JURIDIQUES DE L'ÉTAT DE LA VILLE DU VATICAN  
EN MATIÈRE DE DROIT PÉNAL**

Aujourd'hui, le bien commun est de plus en plus menacé par la criminalité transnationale et organisée, l'utilisation inappropriée du marché et de l'économie et le terrorisme.

Il est donc nécessaire que la communauté internationale utilise des recours juridiques appropriés pour prévenir et combattre la criminalité en promouvant la coopération judiciaire internationale dans le domaine du droit pénal.

En signant de nombreux accords internationaux dans ce domaine, le Saint-Siège, qui agit également au nom et au nom de l'État de la Cité du Vatican, a toujours souligné que ces accords sont un moyen de lutter efficacement contre les activités criminelles qui portent atteinte à la dignité humaine, le bien commun. et la paix menacent.

Désireux de renforcer les efforts du Siège apostolique pour travailler ensemble à cet égard, je commande à travers la présente Lettre apostolique sous la forme d'un "Motu Proprio":

**1.** Les organes judiciaires compétents de l'État de la Cité du Vatican exercent également la compétence pénale en ce qui concerne:

a) les infractions contre la sécurité, les intérêts fondamentaux ou les biens du Saint-Siège;

b) les infractions mentionnées dans:

- Loi de l'État de la Cité du Vatican n ° VIII du 11 juillet 2013, qui contient «des normes complémentaires dans le domaine du droit pénal»;

- Loi de l'État de la Cité du Vatican n ° IX du 11 juillet 2013, contenant «Modifications du code pénal et du code de procédure pénale»; commis par les personnes énumérées au point 3 ci-dessous dans l'exercice de leurs fonctions officielles;

c) toute autre infraction pénale dont le contrôle est requis par une convention internationale signée par le Saint-Siège, lorsque l'auteur se trouve dans l'État de la Cité du Vatican et n'a pas été extradé à l'étranger.

**2.** Les infractions mentionnées au point 1 seront jugées selon la législation en vigueur dans l'État de la Cité du Vatican au moment où elles ont été commises, sous réserve

des principes généraux du système juridique relatifs à l'application temporelle des lois pénales.

**3.** Dans le contexte du droit pénal du Vatican, les «agents publics» sont assimilés: [Les anciens «agents privés» exemptés de la loi sont désormais également appelés «fonctionnaires» dans le cadre de ce que la loi dicte et sont tenus responsables]

a) les membres, fonctionnaires et employés des différents organes de la Curie romaine et des institutions qui lui sont associées; [Les entreprises du monde entier et tous les individus de la fiducie sont des entreprises selon leur certificat de naissance]

b) les envoyés pontificaux et le personnel diplomatique du Saint-Siège; [Le Pape dirige l'église / le peuple / la fiducie, toutes les personnes dans la fiducie de naissance, à travers la Curie romaine, l'organe dirigeant du Vatican]

c) Les personnes qui exercent des fonctions de représentation, d'administration ou de direction, ainsi que celles qui - également "de facto" - administrent et contrôlent des sociétés [fonctionnaires] directement dépendantes du Saint-Siège [bénéficiaires de fiducie] et celles inscrites au registre [de naissance certificats] des personnes morales ecclésiastiques [fiction juridique représentée par votre acte de naissance avec NOM EN LETTRES MAJUSCULES] enregistrées dans le gouvernorat de l'État de la Cité du Vatican.

d) toute autre personne qui a un mandat administratif ou légal auprès du Saint-Siège, qu'il soit permanent ou temporaire, rémunéré ou non, à tout niveau de la hiérarchie.

**4.** La juridiction visée au point 1 comprend également la responsabilité administrative des personnes morales résultant d'une infraction pénale, telle que régie par les lois de l'État de la Cité du Vatican. [Les fonctionnaires sont désormais responsables de leurs crimes contre l'humanité]

**5.** Si la même question est traitée dans d'autres États, les normes applicables dans l'État de la Cité du Vatican concernant la juridiction concurrente s'appliquent.

**6.** L'article 23 de la loi n ° CXIX du 21 novembre 1987, qui a adopté l'ordre judiciaire de l'Etat de la Cité du Vatican, reste en vigueur.

Je décide et détermine ceci indépendamment de tout autre arrangement contraire. Je décide que cette Exhortation Apostolique sera promulguée sous la forme d'un «Motu Proprio» [de sa propre initiative] par sa publication dans l' *Osservatore Romano* et entrera en vigueur le 1er septembre 2013.

*Donné à Rome, du Palais apostolique, le 11 juillet 2013, la première année de mon pontificat.*

[Synopsis: Église = personnes = confiance

Le Vatican a créé une confiance mondiale en utilisant l'acte de naissance pour saisir la valeur de l'énergie productive future de chaque individu. Chaque état, province et pays du système de monnaie fiduciaire (papier-monnaie sans couverture) apporte la valeur de ses habitants à cette confiance mondiale, identifiée par exemple par SS, SIN, numéros EIN (numéros de sécurité sociale, numéros fiscaux), qui sont administrés par le registre du Vatican.

Dans le monde entier, il y a des entreprises (les *individus deviennent des entreprises par leur acte de naissance*) lié au Vatican par la loi (Vatican à CROWN à BAR aux lois pour juger les gens) et par l'argent (comptes de naissance du Vatican au FMI au Trésor (Réserve fédérale) aux banques aux personnes (prêts) aux juges (administration) et aux shérifs (police / huissiers) (saisie).

Les juges gèrent le compte en fiducie de naissance dans le cas des affaires judiciaires, favorisent le tribunal et les banques, agissent en tant que «bénéficiaire» présumé parce qu'ils n'ont pas correctement informé le «véritable bénéficiaire» de leur propre fiducie.

Les juges, les avocats, les banquiers, les législateurs, les forces de l'ordre et tous les agents publics (fonctionnaires) sont désormais personnellement responsables de la saisie des maisons, des

voitures, de l'argent et des biens des véritables bénéficiaires, de la privation de liberté, de la fraude, du harcèlement et de la conversion. des fonds d'affectation spéciale des véritables bénéficiaires.]

Original en anglais:

<http://kateofgaia.files.wordpress.com/2013/10/apostolic-letter-synopsis.pdf>

**Source d'informations: (Royaume-Uni)**

[http://kateofgaia.files.wordpress.com/2013/10/theimportanceofmotuproprio1 . pdf](http://kateofgaia.files.wordpress.com/2013/10/theimportanceofmotuproprio1.pdf)

L'article a été initialement publié le 8 juin 2015 sur <http://namluu.net/index.php/blog/125-die-ganze-welt-ist-ein-riesiges-unternehmen>

voir aussi

<http://removetheveil.net/2015/10/25/die-ganze-welt-ist-ein-riesiges-unternehmen/>

<http://revealthetruth.net/2014/05/17/die-ucc-connection-wie-der-uniform-commercial-code-heimlich-die-welt-eroberte/>